

ACTIONS COLLECTIVES CONTRE LA VILLE DE MONTRÉAL CONCERNANT PLUSIEURS MANIFESTATIONS TENUES LE 1^{er} MAI 2014 ET LE 15 MARS 2015

UNE ENTENTE A ÉTÉ CONCLUE ET APPROUVÉE PAR LE TRIBUNAL DANS LES DEUX (2) DOSSIERS SUIVANTS :

500-06-000718-144, 500-06-000759-155

AVIS DÉTAILLÉ AUX MEMBRES

Veillez lire attentivement : ce qui suit pourrait affecter vos droits.

Pourquoi cet avis est-il publié?

Le présent avis a pour but de vous informer qu'une entente de règlement (l'« **Entente** ») a été conclue entre les parties demandresses Pascal Lebrun, Roxana Paniagua, Alexandra Croze et Hadrien Daigneault-Roy (les « **Parties demandresses** ») et la défenderesse Ville de Montréal (la « **Ville** ») dans le cadre de deux (2) actions collectives concernant quatre (4) manifestations s'étant tenues à Montréal, trois (3) d'entre elles le 1^{er} mai 2014, et une (1) le 15 mars 2015.

Suite à l'audience du 21 décembre dernier, l'Entente a été approuvée par l'Honorable juge Sheehan en date du 22 février 2023. Le texte complet de l'Entente se trouve en annexe et est également disponible sur le site web « <https://greycasgrain.com/> ».

Qui sont les personnes concernées par cet avis ?

- Cet avis vise toute personne qui entre dans **au moins un** des sous-groupes suivants :

Sous-groupe 1 :

« Toute personne **arrêtée ou détenue** dans l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le **1^{er} mai 2014** vers **18h** à l'intersection de l'avenue Papineau et de la rue Ontario à Montréal »;

Sous-groupe 2 :

« Toute personne **arrêtée ou détenue** dans l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le **1^{er} mai 2014** vers **18h45** face au 1385, rue Sainte-Catherine Est, à Montréal »;

Sous-groupe 3 :

« Toute personne **arrêtée ou détenue** dans l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le **1^{er} mai 2014** vers **19h45** à proximité du Palais de Congrès, à Montréal »

- Cet avis vise toute personne qui entre dans le groupe suivant :

« Toute personne **arrêtée ou détenue** dans l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le **15 mars 2015** vers **15h** sur la rue Berri, à proximité du viaduc de la rue Sherbrooke, à Montréal »

Il est à noter que vous êtes également concerné.e par cet avis si vous agissez à titre d'héritier.ère d'une personne décédée qui faisait partie de l'un ou l'autre des groupes mentionnés.

Que visent les deux (2) actions collectives qui font l'objet de cet avis ?

Les actions collectives allèguent que le Service de police de la Ville de Montréal, à l'occasion de deux journées de manifestations s'étant tenues le 1^{er} mai 2014 et le 15 mars 2015 sur le territoire de la Ville de Montréal, ont porté atteinte aux droits fondamentaux des parties demanderessees et des membres des groupes visés en procédant, dans plusieurs cas, à leur arrestation et à leur détention alors qu'ils ou elles participaient à des manifestations.

Les Parties demanderessees ont obtenu l'octroi de dommages moraux et punitifs pour l'ensemble des membres des groupes visés. Dommages ayant été causés par des fautes commises par le SPVM à l'occasion des manifestations susmentionnées, notamment en ce qui concerne la violation de leurs droits fondamentaux.

Par le biais de l'entente, la Ville reconnaît que certains gestes posés par les forces policières et l'administration municipales à l'égard des participant.e.s aux manifestations visées par les présentes actions collectives ont porté atteinte à certains de leurs droits fondamentaux, leur causant ainsi des dommages.

Quelle est l'indemnité accordée par l'Entente ?

La Ville accepte de verser un somme de **412,288.88\$** pour les deux (2) actions collectives qui font l'objet du présent avis.

Cette somme a été déterminée en proportion du nombre de personnes visées par les deux (2) actions collectives mentionnées dans le présent avis, et ce par rapport au nombre total des personnes visées par les seize (16) actions collectives qui font l'objet de l'Entente.

Comment l'indemnité sera-t-elle partagée?

Avec l'approbation de la Cour supérieure, plusieurs montants seront tout d'abord déduits de la somme de 412,288.88 \$ afin de déterminer l'indemnité qui sera partagée entre les membres des groupes visés par le présent avis, à savoir :

- Le remboursement de sommes dues au Fonds d'aide aux actions collectives, tel que prévu par la loi.
- Les honoraires et déboursés de Me Marc Chérit et les avocats de Grey Casgrain tels qu'approuvés par le Tribunal;
- Les frais d'administration et de distribution des indemnités aux membres du groupe par Grey Casgrain;

Les frais d'administration et de distribution des indemnités aux membres du groupe sont évalués à 10 000 \$, plus les taxes applicables.

Pour ce qui est des honoraires d'avocats que Me Marc Chétrit et Grey Casgrain ont demandé au Tribunal d'approuver, ils correspondent, conformément aux conventions d'honoraires conclues entre les Parties demanderesse et Me Marc Chétrit, à 25% de la somme globale reçu pour les deux actions collectives visées par cet avis, donc 105 322,22 \$, plus taxes, pour un montant total de 121 094,22\$

Par ailleurs, en vertu des lois et des règlements applicables, Me Marc Chétrit devra rembourser au Fonds d'aide aux actions collectives, l'aide financière que ce dernier a versée pour mener les 2 actions collectives, à même le montant des honoraires. Un pourcentage sera prélevé de chaque réclamation individuelle qui sera acheminée par les membres du groupe et sera remise au Fonds d'aide.

Comment l'indemnité sera-t-elle distribuée ?

Vous devrez tout d'abord remplir un formulaire de réclamation qui sera disponible via le site web « <https://greycasgrain.com/> » afin de vous identifier.

Une fois ces démarches complétées, votre réclamation fera l'objet d'une analyse par Grey Casgrain à titre d'Administrateur des réclamations et un chèque vous sera acheminé aux coordonnées que vous aurez indiquées dans le formulaire de réclamation en ligne.

Comment puis-je obtenir davantage d'informations ?

Pour obtenir plus d'informations et pour avoir accès au texte de l'Entente proposée ainsi qu'aux dernières procédures utiles, vous pouvez consulter le site web « <https://greycasgrain.com/> ».

Vous pouvez également communiquer avec les avocats des Demanderesses dans les présentes actions collectives par courriel ou par la poste aux adresses suivantes :

Me Marc Chétrit, avocat des représentants
Téléphone : (514) 909-8933
Télécopieur : (514) 587-2482
me.marc.chetrit@gmail.com

ou

Me Geneviève Grey
Grey Casgrain, senc, Administrateur de l'action collective
4920 Blvd de Maisonneuve Ouest, Bureau 305
Montréal, Québec H3Z 1N1
Tél. : 514-288-6180
Télec. : 514-288-8908
ggrey@greycasgrain.net

Veillez noter que la Cour ne peut répondre à aucune question sur les points traités dans le présent avis.

Aucun autre avis ne sera publié ou diffusé en lien avec l'Entente approuvée par la Cour supérieure.

En cas de divergences entre le texte de cet avis et l'Entente, le texte de l'Entente proposée prévaut.

Cet avis a été approuvé par la Cour supérieure du Québec.

CLASS ACTION AGAINST THE CITY OF MONTREAL REGARDING SEVERAL DEMONSTRATIONS HELD THE 1st OF MAY 2014 AND THE 15th OF MARCH 2015

AN AGREEMENT HAS BEEN REACHED AND APPROVED BY THE COURT IN THE TWO (2) FOLLOWING FILES :

500-06-000718-144, 500-06-000759-155

DETAILED NOTICE TO THE MEMBERS

Please read this carefully: what follows could affect your rights

Why is this notice being published?

The present notice is to inform you that a settlement agreement (the “**Agreement**”) has been reached between the Plaintiffs Pascal Lebrun, Roxana Paniagua, Alexandra Croze et Hadrien Daigneault-Roy (the “**Plaintiffs**”) and the defendant City of Montreal (the “**City**”) with regards to the two (2) class actions regarding four (4) demonstrations held in Montreal, three (3) of them on the 1st of May 2014, and on (1) on the 15th of March 2015.

Following the hearing that took place on the 21st of December 2022, the agreement has been approved by the Honorable justice Sheehan on the 22nd of February 2023. The complete text of the agreement is attached and is also available on the website “ <https://greycasgrain.com/> ”.

Who are the people affected by this notice ?

- This notice concerns all physical persons who enter into at least one of the following sub-groups :

Sub-group 1 :

« All persons **arrested** or **detained** via a surrounding action by the Police services of the City of Montreal on the **1st of May 2014 at 6pm** at the intersection of Papineau avenue and Ontario street in Montreal»;

Sub-group 2 :

« All persons **arrested** or **detained** via a surrounding action by the Police services of the City of Montreal on the **1st of May 2014 at 6:45 pm** in front of 1385, Sainte-Catherine street East in Montreal»;

Sub-group 3 :

« All persons **arrested** or **detained** via a surrounding action by the Police services of the City of Montreal on the **1st of May 2014 at 7:45 pm** next to the Palatia de Congrès, in Montreal»

- This notice concerns all physical persons who enter into the following group :

« All persons **arrested** or **detained** via a surrounding action by the Police services of the City of Montreal on the **15th of March 2015** on Berri street, close to the viaduct on Sherbrooke street, in Montreal»

Please note that you are equally concerned by this notice if you are acting as an heir of a deceased person who was part of one or more of the groups mentioned.

What are the two (2) class actions mentioned in this notice about ?

The class actions allege that the Police services of the City of Montreal, during two days of demonstrations that happened on the 1st of May 2014 and the 15th of March 2015 in the City of Montreal, infringed upon the fundamental rights of the Plaintiffs and the members of the groups mentioned above when they proceeded, in many cases, to arrest and detain people participating in the demonstrations.

The Plaintiffs obtained moral and punitive damages for all of the members of the groups mentioned above, for damages that stemmed from faults committed by the SPVM during the demonstrations mentioned above, notably regarding the violation of their fundamental rights.

Via the Agreement, the City recognizes that some of the actions taken by the police force and the municipal administration regarding some of the participants in the demonstrations cited in the present class actions, infringed upon some of their fundamental rights, causing them damages

What is the indemnity proposed in the Agreement?

The City has accepted to give the amount of **\$412,288.88** in total for the two (2) class actions mentioned in this notice.

This amount was determined based on the proportion of people concerned by the two (2) class actions in the present notice vis-à-vis the proportion of people with regards to the sixteen (16) class actions who are the subjects of the Agreement.

How will the indemnity be divided?

With the approval of the Superior Court, several amounts will have to be first deducted from the amount of \$412,288.88 in order to determine the indemnity that will be divided between the members of the group, as such:

- The reimbursement of sums due to the *Fonds d'aide aux actions collectives*, as per the applicable law.
- The legal fees and disbursement of Me Marc Chétrit and the lawyers of Grey Casgrain, as confirmed by the Tribunal;
- The fees for the administration and distribution of the indemnity to the members of the group by Grey Casgrain;

The fees for the administration and distribution of the indemnity to members of the group are evaluated at \$10,000, plus applicable taxes.

With regards to the legal fees that Me Marc Chétrit and Grey Casgrain have asked the Tribunal to approve, as per the mandate on legal fees signed between the Plaintiffs and Me Chétrit, the amount of 25% of the global amount received for the two class actions mentioned in this notice, and thus \$105,322.22, plus tax for a total amount of 121 094,22\$.

Furthermore, as per the law and regulations in force, Me Chétrit will reimburse to the Fonds d'aide aux actions collectives, the financial assistance that he was given to work on the 2 class actions, from the portion of the legal fees received. A percentage will be deducted on each individual reclamation that will be sent in by members of the group and given to the Fonds d'aide.

How will the indemnity be distributed?

You will first have to fill out a reclamation form that will be available via the website “ <https://greycasgrain.com/> ” in order to identify yourself.

You will also have to send to Grey Casgrain a **written and signed declaration** that you are a member of one of the four groups mentioned in the 2 class actions AND **your name has to appear on a ticket issued by the SPVM** during said demonstration.

Once these steps are completed, your reclamation will be reviewed by Grey Casgrain as the administrators of the reclamations, and a cheque will be issued to you at the address that you provided in your reclamation form online.

Comment puis-je obtenir davantage d'informations ?

To obtain more information and to obtain access to the text of the proposed Agreement, as well as the latest procedures in the file, you can consult our website at “ <https://greycasgrain.com/> ”.

You can equally communicate with the lawyers of the Plaintiffs by phone, email or mail at the following addresses :

Me Marc Chétrit, primary attorney for the Plaintiffs
Téléphone : (514) 909-8933
Télécopieur : (514) 587-2482
me.marc.chetrit@gmail.com

ou

Me Geneviève Grey
Grey Casgrain, senc, Administrator for the reclamation

4920 Blvd de Maisonneuve Ouest, Bureau 305
Montréal, Québec H3Z 1N1
Tél. : 514-288-6180
Télec. : 514-288-8908
ggrey@greycasgrain.net

Please note that the court will not respond to questions regarding the current notice.

No other notice will be published or diffused with regards to the proposed Agreement that will be presented to the court for approbation.

In cases of divergence between the text of this notice and the Agreement, it is the text of the Agreement that prevails.

THIS NOTICE HAS BEEN APPROVED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC.